



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

ATTESTATION DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE

Relative au bon respect des obligations de confidentialité, de protection des données à caractère personnel ou sensibles et des mesures de sécurité en vigueur au ministère de l'Intérieur

L'accès aux installations et l'utilisation des ressources informatiques de l'Acheteur doit se faire dans le strict respect de la législation et, en particulier, celle applicable au respect des personnes et de la propriété intellectuelle ainsi qu'aux actes de fraude, de détournement et de malveillance informatique.

Société ____ :

Nom ____ :

Prénom ____ :

Fonction ____ :

Je soussigné(e) reconnais avoir été sensibilisé par le titulaire responsable de l'exécution du marché et de ce fait m'engage pleinement à :

- Respecter l'obligation de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont j'aurais connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de mes activités ;
- Prendre connaissance, suivre et respecter les dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des informations de l'Acheteur ;
- Ne divulguer, ou ne communiquer à un tiers, en aucun cas des informations ou données tant personnelles que professionnelles que je pourrais être amené(e) à apprendre dans l'exercice de ma mission ;
- Ne pas reproduire, stocker, copier, diffuser, modifier, altérer ou détruire toute information ou donnée dont je pourrais avoir connaissance à d'autres fins que celles de l'exercice de ma mission ;
- Respecter le principe fondamental du « besoin d'en connaître » et ainsi de ne pas tenter d'accéder, de reproduire, de stocker, de copier, de diffuser, de modifier, d'altérer ou de détruire toute information dont je ne suis pas supposé avoir connaissance dans l'exercice de ma mission.

Si, à l'occasion de l'exécution du marché, je dispose d'un accès à un système d'information de l'administration et, par conséquent, d'un compte nominatif, je m'engage également à :

- Ne pas tenter d'introduire et de connecter tout appareil électronique communicant ou non, personnel ou de la société, au système d'information sans avoir reçu préalablement l'autorisation formelle de la voie fonctionnelle SSI ;
- Ne pas modifier sans autorisation la configuration des moyens mis à ma disposition et notamment de ne pas raccorder de moyens informatiques qui n'auront pas été convenus au préalable avec le ministère de l'Intérieur dans le cadre de la définition de l'architecture ;
- Ne pas me livrer à des actions mettant sciemment en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des services, applications et moyens auxquels j'ai accès ;
- Ne pas mettre à la disposition d'utilisateurs non autorisés un accès privilégié aux ressources informatiques, données ou services ;
- Ne pas perturber ou interrompre le fonctionnement normal du système d'information ou de l'un de ses composants ;

- Ne pas installer, sans autorisation préalable et formelle de la voie fonctionnelle SSI (ou de son représentant) de logiciels sur le système d'information ou sur les équipements mis à ma disposition ;
- Ne pas introduire, tester ou utiliser des supports informatiques ou médias dont l'origine m'est inconnue, douteuse ou incertaine ;
- Ne pas générer volontairement ou involontairement des perturbations sur les ressources du SI que ce soit par des manipulations anormales ou par l'introduction illicite de logiciels contrefaits ou piratés potentiellement nuisibles en terme de failles de sécurité ou de pollution virale.

Je déclare être pleinement conscient(e) de mes responsabilités et reconnais être informé(e) des conséquences pénales, et contractuelles qui pourraient résulter de la non application des procédures et dispositions édictées ci-dessus.

Date :	Date :
<i>Signature de l'intéressé(e)</i>	<i>Signature d'une personne physique ayant qualité pour engager la personne morale du Titulaire du marché de prestation et cachet de la société.</i>

EXTRAITS DES ARTICLES RELATIFS AUX DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA FRAUDE INFORMATIQUE

Art. 323-1 du code pénal : l'accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données est sanctionné. Le fait d'accéder ou de se maintenir frauduleusement dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Lorsqu'il en est résulté soit la suppression ou la modification de données contenues dans le système, soit une altération du fonctionnement de ce système, la peine est de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Art. 323-2 : l'atteinte en disponibilité d'un système de traitement automatisé de données est sanctionnée. Le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé de données est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Art. 323-3 : l'atteinte en intégrité d'un système de traitement automatisé de données est sanctionnée. Le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé, ou de supprimer ou de modifier frauduleusement des données qu'il contient, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Art. 323-3-1 : l'utilisation, sans motif légitime, d'outils permettant de porter atteinte à un système de traitement automatisé de données est sanctionnée. Le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs des infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 est puni des peines prévues respectivement pour l'infraction elle-même ou pour l'infraction la plus sévèrement réprimée.

DISPOSITIONS CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Art. L.111-1 du code de la propriété intellectuelle : l'auteur est Titulaire des droits sur les logiciels qu'il crée. L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Toute utilisation faite sans son consentement est considérée comme illicite et sanctionnée pénalement. La seule exception : le droit de courte citation qui permet de reproduire partiellement l'œuvre à condition d'en indiquer clairement l'auteur et la source.

Art. L.112-1&2 du code de la propriété intellectuelle : les logiciels sont protégés par les droits d'auteur. Sont protégées toutes les œuvres de l'esprit, quels qu'en soient le genre, la forme d'expression, le mérite ou la destination, et notamment les logiciels. La mise sur le réseau informatique d'un document doit donc être conditionnée au fait d'être Titulaire des droits sur ce document, ou pour le moins d'être autorisé à le reproduire sur le réseau.

Note : La licence d'un logiciel définit les droits accordés pour son utilisation. En règle générale, une copie de sauvegarde est autorisée.